

LA RÉUNION DU G8 ET LA CRISE EUROPÉENNE

La sortie de la Grèce de l'euro étudiée à Bruxelles

L'exclusion pourrait être provoquée par des événements incontrôlés, comme la chute des banques

Bruxelles
Bureau européen

Karel De Gucht a jeté un beau pavé dans la mare, vendredi 18 mai. La Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) travaillent à « des scénarios d'urgence » dans l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de la zone euro, a affirmé le commissaire en charge du commerce au quotidien belge *De Standaard*. C'est la première fois qu'un responsable de ce niveau affirme tout haut ce que beaucoup subodorent face à la crise politique ouverte à Athènes depuis le succès des partis anti-austérité, le 6 mai.

Les propos du dirigeant d'origine belge – réputé pour ses petites phrases intempestives – ont certes été « fermement » démentis à Bruxelles et ignorés à Francfort. « Nous ne travaillons pas sur des scénarios de sortie, nous travaillons pour que la Grèce reste dans l'euro », a répliqué Olli Rehn, commissaire en charge des affaires économiques et monétaires, martelant la position exprimée par Angela Merkel et François Hollande, à l'issue de leur entretien, mardi 15 mai à Berlin. « Il n'y a pas de plan B », affirment en chœur différentes sources.

Malgré tout, sur fond de chaos politique à Athènes, l'hypothèse d'une sortie de l'euro de la Grèce est bel et bien examinée de près à Bruxelles, comme dans les capitales européennes, ainsi qu'à Washington. Elle devait peser sur les débats du G8 ce week-end à Camp David.

Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a indiqué qu'une « sortie ordonnée » de la Grèce « fait partie des options qu'on est obligé de regarder techniquement ». Le gouverneur de la Banque centrale belge n'a pas exclu un « divorce à l'amiable ». « Tout le monde réfléchit à ce qui peut se passer. Ce serait irresponsable de ne pas le faire, reconnaît un haut fonctionnaire bruxellois. C'est une façon de tenter d'éviter le pire. »

Sauf accident bancaire, la question ne se pose pas avant le nouveau scrutin législatif, le 17 juin. Les dirigeants européens considèrent que ce vote s'apparente à un référendum pour ou contre l'euro. M^{me} Merkel aurait d'ailleurs suggéré, vendredi, aux autorités grecques d'organiser une telle consultation, « en parallèle des élections », ont révélé les services du premier ministre par intérim, à Athènes. Cette information a été démentie par la chancellerie.

« Il appartient aux Grecs de démontrer leur attachement à



A Athènes, le 2 mai, des milliers de partisans assistent au meeting du secrétaire général du Parti communiste, Aleka Papatriga. MYRTO PAPADOPOULOS

l'euro », a quant à lui indiqué François Hollande. Une façon d'inciter les électeurs à accorder une majorité aux partis favorables au plan d'ajustement négocié par la coalition sortante avec les bailleurs de fonds.

Selon un dernier sondage, la formation de droite Nouvelle Démocratie repasserait devant le parti d'extrême gauche Syriza, fer de lance du mouvement anti-austérité. Dans le cas contraire, si les partis radicaux devaient confirmer leur percée du 6 mai, personne n'ose aborder ouvertement la suite des événements. Mais le scénario d'une sortie plus ou moins ordonnée de la Grèce est désormais dans les esprits.

« Ce ne sera pas nécessairement le fruit d'une décision politique réfléchie, elle peut avant tout être la conséquence d'un enchaînement d'événements incontrôlés », s'alarme un haut fonctionnaire.

Les traités européens ne prévoient pas qu'un Etat quitte

l'union monétaire. Une séparation à l'amiable paraît peu probable, car les partis opposés au plan d'économies ne prônent pas, hormis la formation néonazie, l'abandon de l'euro.

Sauf accident bancaire, la sortie n'est pas envisagée avant le résultat des nouvelles élections législatives du 17 juin

En revanche, en cas de non-respect du programme d'économies, les bailleurs de fonds (pays de la zone euro et FMI) menacent de suspendre le second plan d'aide négocié en mars avec le gouvernement sortant. Dans ce cas, l'Etat grec ne tarderait pas à faire faillite. Et serait obligé, faute de financements extérieurs, de mettre en circulation une nouvelle monnaie

pour subvenir à ses besoins, payer ses fonctionnaires et régler ses factures. La Grèce serait alors, de fait, sortie de la zone euro.

Les événements pourraient être plus brutaux dans l'hypothèse d'une crise bancaire d'ampleur. Si le mouvement de panique des épargnants grecs, constaté ces derniers jours, devait s'amplifier, l'ensemble du système bancaire, déjà très fragile, risque de s'effondrer.

La BCE dispose des instruments pour faire face à la situation. Mais sa patience, et ses marges de manœuvre, pourraient avoir des limites. Si elle devait décider d'interrompre ses interventions, le pays pourrait assez rapidement s'écrouler, tout en étant, là aussi, poussé contre son gré hors de l'union monétaire.

« C'est l'option la plus risquée pour l'ensemble de la zone euro. La situation peut se dégrader avant les élections en cas de panique incontrôlable des épargnants », prévient-on à Bruxelles.

Plusieurs responsables européens, en Allemagne en particulier, ont indiqué que l'union monétaire était désormais mieux préparée qu'il y a deux ans à une sortie de la Grèce. Signe des temps, les estimations ont commencé à se multiplier.

Pour l'agence de notation Fitch, qui considère « probable » le scénario d'une sortie en cas de blocage persistant après le 17 juin, les engagements de la Grèce envers la zone euro s'élèvent à 375 milliards d'euros. Ces estimations ne prennent pas en compte le coût de la contagion qui pourrait précipiter le sauvetage de l'Espagne, voire de l'Italie.

Une sortie de la Grèce de la zone euro serait « le début d'une évolution encore plus négative », a mis en garde, vendredi, le président du Parlement européen, le social-démocrate allemand Martin Schulz, en marge d'une visite en Grèce. ■

PHILIPPE RICARD

Une aide européenne pour les banques espagnoles

Le président de la République française, François Hollande, s'est déclaré vendredi 18 mai à Washington favorable à l'intervention de « mécanismes de solidarité européenne » pour soutenir l'effort de recapitalisation des banques espagnoles. « Il serait sûrement souhaitable qu'il y ait une recapitalisation et sûrement nécessaire que cette recapitalisation puisse se faire par des mécanismes de solidarité européenne », a déclaré M. Hollande, en marge de sa rencontre avec Barack Obama.

A ce jour, le gouvernement de Mariano Rajoy n'a formulé aucune demande officielle. Mais son pays souffre de l'incertitude suscitée sur les marchés par la crise politique grecque, et l'hypothèse d'une sortie d'Athènes de la zone euro.



Type XXI Chronographe

Breguet
Depuis 1775

www.breguet.com

BOUTIQUES BREGUET - 6, PLACE VENDÔME PARIS +33 1 47 03 65 00 - 26, LA CROISSETTE CANNES +33 4 93 38 10 22

La crise économique met à l'épreuve la solidarité des Alliés de l'OTAN

Le sommet de Chicago doit afficher un consensus sur l'Afghanistan. Les tensions sont, en revanche, vives sur les moyens d'action de l'Alliance

Un nombre record de pays – soixante – participent au premier sommet de l'OTAN organisé sur le territoire américain depuis 1999. Il est admis par les alliés que le rendez-vous des 20 et 21 mai à Chicago, la ville du président Barack Obama, offrira un visage consensuel, et qu'il permettra de réaffirmer les grands principes de la sécurité collective. Les Etats-Unis veulent rassurer l'Europe sur la solidité du lien transatlantique ; les Européens auront le souci de montrer qu'ils ne baissent pas complètement la garde en matière de défense.

Mais la crise économique est là, qui nourrit de sourdes tensions internes et mine les grands dossiers du sommet : l'engagement de long terme promis à l'Afghanistan, la sauvegarde des « capacités militaires critiques » de l'Alliance, l'édification d'une défense antimissiles du territoire européen.

Car derrière, la question politique reste ouverte. En cas de nouvelle crise internationale, comment trouver un nombre suffisant d'Etats convaincus que l'usage de la force

peut être nécessaire ? En Libye, huit pays membres ont participé aux frappes aériennes. La décision de l'Allemagne, la Pologne et la Turquie de ne pas y participer a pesé lourd. La flotte d'avions de détection Awacs de l'OTAN, gérée par l'Allemagne, a été un temps paralysée après l'abstention de Berlin.

A Chicago, le sujet libyen n'est pas inscrit à l'ordre du jour. Les leçons de cette opération seront moins tirées au plan politique que sous un aspect « capacitaire ». L'enjeu est de combler les lacunes européennes qui sont apparues en matière de suppression des défenses anti-aériennes ennemies, de ravitailleurs en vol ou de systèmes de renseignement. Et d'avoir, selon l'expression des militaires américains, un « accès assuré » aux équipements en cas de défection d'un allié important. Mais ces mots sont piégés.

Washington avait relancé, en 2011, par la voix de l'ancien secrétaire à la défense, Robert Gates, les interrogations sur la volonté des Européens d'assurer leur propre sécurité. En 2011, vingt des vingt-

huit membres de l'OTAN ont réduit leur budget militaire.

« Il y a dix ans, les membres européens de l'OTAN représentaient près de la moitié des dépenses totales de l'Alliance, aujourd'hui c'est moins d'un tiers », s'inquiétait vendredi 18 mai, dans le *Wall Street Journal*, Patrick Keller, de la Fondation Adenauer, et Gary Schmitt, de l'American Enterprise Institute. « Un nombre croissant de nations ne sont tout simplement plus capables de fournir des moyens militaires pertinents aux opérations de l'OTAN. Cette tendance mine la crédibilité de l'Alliance à moyen et long terme », souligne Camille Grand, le directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, groupe de réflexion français.

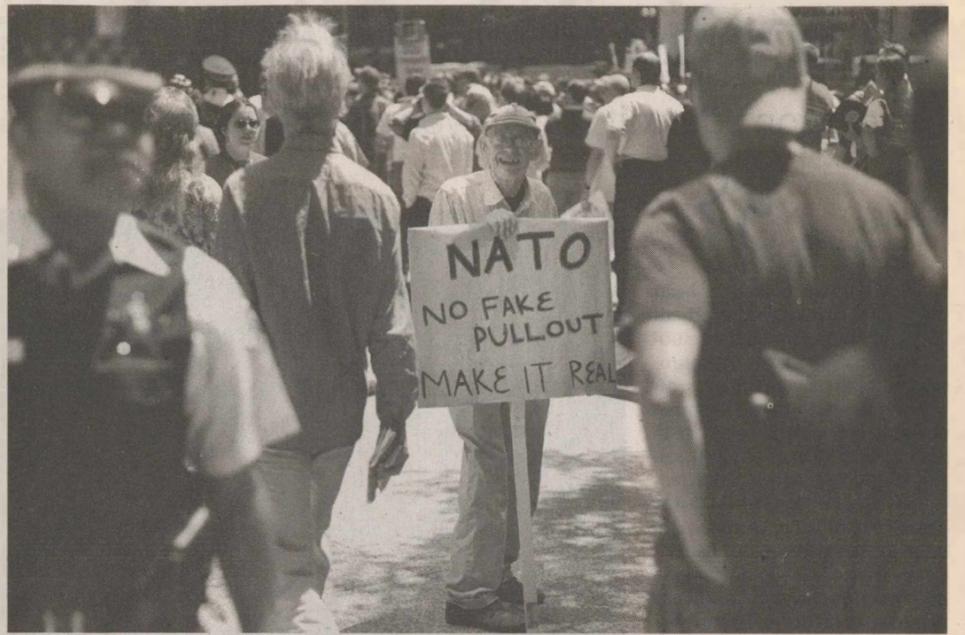
Dans ce contexte, les « gros » contributeurs de l'Alliance commencent à rechigner à payer pour les « petits », dont la défense nationale repose entièrement sur les moyens communs, et dont la contribution financière directe est très faible. La volonté commune bute aussi sur la préservation jalouse des souverainetés nationales, celles-ci englobant les industries de défense.

Au regard des succès et des échecs passés, « il n'y a pas de coopération réussie sans une vision politique forte, une vision claire du partage du travail, et des gains financiers ou industriels significatifs », a résumé M. Grand dans un séminaire préparatoire d'experts.

Il y a deux ans, lors du précédent sommet, à Lisbonne, l'OTAN avait défini onze « capacités critiques » pour 2020, allant du renseignement à la cyberdéfense. Pour les acquérir, deux solutions : les financements communs de

bles d'ici 2020. La refonte de l'organisation et de ses états-majors (baisse de 30 % des effectifs d'ici à 2013) la rendra plus efficace.

L'antimissile L'OTAN souhaitait en 2010 une coopération sur le sujet avec la Russie. C'est un échec. La « capacité intérimaire » antimissiles sur le territoire européen comprend à ce stade un commandement américain, un radar et une frégate en Méditerranée, soit la phase 1 du plan américain présenté en 2009.



Manifestation contre l'OTAN, à Chicago, le 18 mai. AP/CHARLES REX ARBOGAST

l'OTAN (ce qui revient souvent à choisir des matériels américains, moins chers et disponibles en nombre) ou les projets montés à plusieurs pays volontaires. Or, la norme OTAN, une fois délivrée sur un matériel, s'impose à tous.

Le secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, encourage la mutualisation des efforts et la spécialisation entre alliés sous le vocable de « smart defence » (défense intelligente). Le sommet débouchera sur un engagement des Etats à mieux coordonner leurs investissements. Quelque 25 projets seront présentés, pour développer des moyens de renseignement, gérer en commun les munitions (le Danemark s'était trouvé à court lors de l'opération libyenne), ou entraîner les soldats.

Selon les sources de la défense à Paris, ce sont là les sujets de négociation les plus serrés avec les Américains. La France refuse que le sommet débouche sur de nouveaux financements communs, estimant que sa contribution nationale est déjà conséquente.

Ce point a opposé Paris et Washington sur les nouveaux systèmes de surveillance terrestre (AGS) de l'OTAN. Après dix ans de négociations, treize pays ont fini, début 2012, par accepter d'acheter des

drones américains et des moyens de communication satellitaire pour le compte des Vingt-Huit. Paris (comme Londres avec son système Sentinel) a obtenu de participer en nature avec son futur système Heron-TP.

« Il n'y a pas de coopération réussie sans une vision politique forte »

Camille Grand

Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique

« Beaucoup de responsables se demandent si, plutôt que de continuer à revendiquer en vain un partage des rôles, il ne vaut pas mieux affirmer celui de l'Europe de la défense au plan capacitaire », souligne un diplomate allemand à Bruxelles. Mais nombre d'observateurs ne donnent pas cher de l'industrie européenne à terme.

Autre dossier symbolique : la police du ciel des pays baltes, que les grands pays de l'OTAN assument à tour de rôle. Un accord court jusqu'en 2018. « Mais d'autres pays étant demandeurs, comme la Bulgarie, la Roumanie,

la Croatie, les Etats-Unis envisagent de leur donner une cinquantaine de F16, ce qui couperait l'herbe sous le pied des Européens », critique une source politique à Paris.

Au Pentagone, qui propose aussi de donner une flotte de 35 tankers Boeing KC135 à l'OTAN, les Européens ont opposé en février une initiative pour le transport stratégique : Allemagne, France et Pays-Bas ont décidé de développer une flotte mutualisée d'A330 qui pourra être mise à disposition des Alliés.

C'est aussi dans ce contexte que s'expriment les méfiances européennes sur le bouclier antimissiles destiné à protéger tout le territoire de l'Alliance, sans même évoquer les tensions qu'il crée entre l'OTAN et la Russie. Ce projet américain a été endossé par l'OTAN en 2010. L'achèvement de la première phase (« capacité intérimaire ») du bouclier, encore loin d'être opérationnel, sera annoncé à Chicago. Mais son architecture finale, en 2020, comme son coût total ne sont pas établis. Il apparaît lui aussi comme un cheval de Troie des technologies américaines. ■

NATHALIE GUIBERT
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)

Les dossiers du 25^e sommet de Chicago

L'Afghanistan L'OTAN va organiser le retrait de ses combattants d'ici à 2014 et s'engager sur un « partenariat de long terme » avec le pays pour soutenir ses forces de sécurité. En se retirant des combats fin 2012, la France (3 400 soldats sur 130 000) est accusée de rompre le principe du « in together, out together » (« dedans ensemble, dehors ensemble »).

Les forces futures L'OTAN doit financer des « capacités critiques », moyens jugés indispensa-

En Argentine, les Mères de la place de Mai, symboles de la résistance à la dictature, sont ébranlées par un scandale

Des fonds publics destinés à la construction de logements sociaux auraient été détournés

Le scandale de corruption touchant l'association des Mères de la place de Mai, qui rassemble des proches de disparus sous la dernière dictature argentine (1976-1983), connaît un rebondissement. Leur ancien gérant, Sergio Schoklender, et son frère Pablo ont été placés en détention, le 15 mai, accusés de malversations financières sur des fonds publics et de blanchiment d'argent.

Ces deux frères sont connus en Argentine pour avoir torturé et assassiné leurs deux parents, le 29 mai 1981. Les corps de Mauricio Schoklender et de son épouse, Cristina Silvia, avaient été retrouvés le lendemain, à Buenos Aires, le crâne enfoncé à coups de barre de fer, enroulés dans des bâches en plastique, à l'intérieur du coffre d'une voiture abandonnée sur la voie publique. Les deux frères, âgés alors de 23 et 20 ans, avaient été jugés et condamnés. Ils ont bénéficié d'une libération anticipée, Sergio en 1995, Pablo en 2001.

A sa sortie de prison, Sergio Schoklender avait été pris sous son aile par Hebe de Bonafini, la présidente des Mères de la place de Mai, qui lui avait confié la gestion des multiples activités dans lesquelles elle s'était engagée. Subventionnée par le président péroniste Nestor Kirchner (2003-2007) et son épouse Cristina, qui lui a succédé, la fondation des Mères de la place de Mai est devenue une structure employant 6 000 personnes

(université populaire, station de radio, construction de logements sociaux).

L'Etat a versé à la fondation 129 millions d'euros pour construire 5 600 maisons. Une bonne partie des travaux avait été confiée à l'entreprise Meldorek, appartenant à Sergio Schoklender. Or Meldorek s'est avéré propriétaire d'avions, de yachts et de voitures de luxe. Le détournement de fonds s'élèverait à 50 millions d'euros.

Les frères Sergio et Pablo Schoklender ont été les acteurs d'un fait divers retentissant : ils ont tué leurs parents

L'affaire avait été révélée par la presse, en mai 2011. Ancienne prisonnière politique sous le régime militaire, la députée Elsa Quiroz (Coalition civique, centre-gauche) avait porté plainte contre M. Schoklender, pour abus de biens sociaux, en juin 2010. Mais il avait fallu un an pour que le dossier soit transmis au parquet.

Les Mères de la place de Mai et leurs rondes devant le palais présidentiel à Buenos Aires étaient un symbole de résistance aux militaires depuis 1977. La dérive de cette association emblématique avait provoqué des tensions parmi les

proches de disparus. Dès 1986, une partie d'entre eux avait fait scission, prenant le nom de « Mères de la place de Mai ligne fondatrice ». Ces dernières se sont concentrées sur leur vocation initiale de défense de la mémoire de leurs enfants et des droits de l'homme. Quant aux Grands-Mères de la place de Mai, qui ont retrouvé une centaine de « bébés volés » par les militaires, fils de disparus, elles ont toujours tenu à leur autonomie.

Ce n'est pas la dictature qui a divisé les « Folles de la place de Mai », mais les dilemmes de la démocratie. En 1983, elles n'étaient pas d'accord sur la Commission nationale sur la disparition de personnes, créée par le président Raul Alfonsín. Le rapport de cette Commission a pourtant favorisé la condamnation des membres des juntes lors du procès historique de 1985 et reste la principale base de données sur les disparitions forcées.

Ensuite, l'exhumation de fosses communes et l'identification des corps par les équipes de médecine légale ont également divisé « les Mères ». Autre désaccord, les réparations matérielles : Hebe de Bonafini a tenu des propos insultants contre les familles de disparus qui acceptaient l'argent de l'Etat.

La construction d'un premier monument, le parc de la Mémoire, à Buenos Aires, a été un autre motif de discorde. Peu à peu, le récit mémoriel s'est fragmenté

selon les sensibilités et les générations. Pour contrecarrer la victimisation, des proches de disparus ont revendiqué leurs choix politiques et le recours à la lutte armée, délaissant ainsi le terrain de la défense stricte des droits de l'homme.

Le tournant vers le travail social a placé les Mères de la place de Mai au cœur du dispositif politique et clientéliste des Kirchner. Cette centralité est visible à l'ancienne Ecole de mécanique de la marine (ESMA), à Buenos Aires, transformée en espace de mémoire. Les Mères et Hebe de Bonafini ont été les premières à occuper le terrain.

Jeudi 17 mai, le quotidien d'opposition *Clarín* accusait le juge en charge du dossier, Norberto Oyabide, d'étouffer la dimension politique de l'affaire. La justice n'a pas demandé des comptes aux hauts fonctionnaires qui ont débloqué les fonds publics détournés. Sergio Schoklender prétend que cet argent aurait financé les campagnes électorales de Cristina Kirchner. Son frère Pablo s'est dit « menacé ».

Leur arrestation vient détourner l'attention sur les soupçons de trafic d'influence pesant sur le vice-président Amado Boudou, ajoute *Clarín*. Le gouvernement argentin garde le silence sur l'affaire. Maria Alejandra Bonafini, directrice de la fondation et fille d'Hebe, est convoquée par le juge le 31 mai. ■

PAULO A. PARANAGUA

Syrie

Cortèges « sans précédent » à Alep contre le régime de Bachar Al-Assad

ALEP. Les troupes syriennes ont tiré, vendredi 18 mai, sur des manifestants descendus par dizaines de milliers dans la rue pour réclamer la chute du régime de Bachar al-Assad. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a parlé de manifestations « massives » à Alep, la deuxième ville du pays, où les habitants de quartiers qui n'avaient jusqu'à présent pas été touchés par la contestation sont descendus dans les rues, un fait « sans précédent » selon cette ONG. Cette mobilisation persistante dans les rues de Syrie intervient alors que des divisions sont apparues au sein du Conseil national syrien (CNS), la principale coalition de l'opposition ; son chef Burhan Ghalioun se disant jeudi prêt à démissionner, et que l'armée bombarde sans relâche la ville de Rastane, située près d'Homs, un important bastion des forces rebelles, qualifiées de « bande de criminels » par le président syrien. – (AFP)

Canada

Une loi contre le mouvement des étudiants au Québec

MONTRÉAL. Le Parlement québécois a adopté vendredi 18 mai, à l'initiative du gouvernement de Jean Charest, une « loi spéciale » illustrant la ligne dure adoptée face aux étudiants en grève depuis plus de trois mois et critiquée par beaucoup pour les limitations aux libertés qu'elle met en place. Ce texte, approuvé par 68 voix contre 48, restreint notamment le droit de manifester et prévoit de lourdes amendes pour les contrevenants. Plusieurs milliers de personnes – les estimations de témoins allaient de 3 000 à 10 000 – ont manifesté dans la soirée contre un texte qualifié de « loi matraque ». Le conflit a été déclenché début février par l'annonce d'une hausse progressive de 82 % des droits de scolarité, apparemment acceptée par une partie de la société québécoise, mais refusée par les organisations étudiantes. – (AFP)

Bahreïn Les chiites contestent un projet d'union avec l'Arabie saoudite

MANAMA. Des milliers de personnes ont manifesté vendredi 18 mai à Bahreïn à l'appel de l'opposition pour contester un projet d'union saoudo-bahreïnienne, dénoncé par le chef spirituel de l'opposition chiite, l'ayatollah Issa Qassem. Les six monarchies du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar) ont décidé, lundi 14 mai, au terme d'un sommet organisé à Riyad, en Arabie saoudite, de poursuivre l'étude d'un projet d'union, qui concernerait dans un premier temps l'Arabie saoudite et Bahreïn, et auquel l'opposition chiite bahreïnienne est hostile. L'Iran a également vivement critiqué ce projet. – (AFP)



La Grèce et l'Espagne affolent les marchés

La Bourse de Paris a clos la semaine à son plus bas niveau de l'année

Surtout, ne ramassez jamais un couteau qui tombe, dit l'adage boursier. Vous pourriez vous blesser... Façon de dire qu'en période de fort mouvement de baisse des marchés il est souvent vain de parier en sens opposé. De fait, il n'y a guère eu d'investisseurs, durant la semaine écoulée, pour ramasser le couteau, jeté en l'occurrence par la Grèce. Depuis qu'il n'a plus de majorité gouvernementale, le pays se trouve dans l'incapacité de mettre en place les mesures d'austérité demandées par Bruxelles en échange de ses aides, seuls gages de maintien à flot de l'économie du pays. Les craintes d'une sortie de la Grèce de la zone euro s'en trouvent plus que jamais accrues, avec leurs conséquences pour Athènes - chaos social, effondrement du pouvoir d'achat - mais aussi pour les autres pays européens. « L'annonce de la tenue d'élections législatives le 17 juin en Grèce laisse penser que l'incertitude va continuer jusqu'à cette date. Or les marchés détestent l'incertitude », confirme Aymeric Diday, gérant chez Pictet. Conséquence : les grands indices ont lourdement chuté durant la semaine écoulée. A Paris, le CAC40 a cédé 3,89%. Passé à plusieurs reprises sous la barre symbolique des 3 000 points, il a finale-

ment terminé à 3 008 points, un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis mi-décembre 2011. Le Dax allemand a reculé de 4,69%, tandis qu'à Londres le Footsie perdait 5,52%. Les Bourses américaines n'ont guère mieux tenu le choc, car l'introduction en Bourse de Facebook sur le Nasdaq n'a pas tenu ses promesses. L'action du réseau social n'a grimpé que de 0,61% pour son premier jour de cotation, vendredi 18 mai. Sur la semaine, le Dow Jones a baissé de 3,52% et le Nasdaq, de 5,28%. Les faibles volumes de transactions enregistrés durant le pont de l'Ascension, en fin de semaine, n'ont pas non plus aidé les marchés à retrouver le sourire. Et, comme une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule, les agences de notation aussi ont décidé de

sortir les couteaux. Jeudi 17 mai au soir, Fitch a abaissé d'un cran, à CCC, la note à long terme de la dette souveraine de la Grèce. Quant à Moody's, elle a dégradé pas moins de 16 banques et 4 régions autonomes espagnoles. **Dans le rouge** L'Espagne constitue l'autre grand sujet d'inquiétude récurrent sur les marchés. « Le problème de Madrid vient essentiellement du système bancaire, qui, en raison de crédits immobiliers toxiques, est en panne », explique M. Diday. Dans ce contexte, « les nouvelles en provenance des Etats-Unis, où les indicateurs économiques restent positifs, pourraient rassurer les marchés », estime le gérant. Elles seront bien les seules. Chez CM-CIC, les analystes soulignent

« l'inquiétude croissante [des marchés] quant à la capacité de la planète entière à préserver ce qu'il reste de croissance », estimant qu'« il n'existe pas de recette magique ». Dans ce contexte morose, les discussions menées au G8 de Camp David, aux Etats-Unis, qui se sont ouvertes vendredi 18 mai, devaient être particulièrement scrutées par les investisseurs, tant le volet politique des affaires européennes a pris le pas, ces dernières semaines, sur les aspects strictement économiques.

Reflet de ces turbulences, à la Bourse de Paris, toutes les valeurs composant le CAC40 ont terminé la semaine dans le rouge. A une exception : Vivendi. Le groupe de médias et de télécoms a gagné 3,21%, porté par des résultats trimestriels meilleurs que prévu, notamment pour sa filiale SFR. Lanterne rouge du CAC40, le Crédit agricole a dégringolé de 13% en cinq séances. La banque fait les frais de son exposition à la Grèce, par le biais de sa filiale Emporiki. Sa capitalisation boursière a fondu à 7,5 milliards d'euros. Depuis mi-2007, date à laquelle l'action valait dix fois plus en Bourse, ce sont plus de 67 milliards de capitalisation qui se sont envolés. ■ **AUDREY TONNELIER**

EADS a pour objectif un capital coté à 100 %

Le capital d'EADS devra in fine être coté à 100 % en Bourse, a rappelé son directeur financier, Hans Peter Ring, dans un entretien au Frankfurter Allgemeine Zeitung, le 18 mai. « Je prends le gouvernement allemand au mot quand il dit que » sa montée au capital - par rachat des parts de Daimler et du consortium Deda-

l'objectif est de 100 % en Bourse, a déclaré M. Ring. « Il faudra trouver avec la France une structure qui fait sens sur le long terme », a-t-il ajouté, notant que la discussion pourra s'ouvrir après les législatives françaises. « Nous pourrions davantage ouvrir le capital flottant, aussi pour l'étranger, en gardant des mécanismes de protection suffisants. »

de la peur

expansionnistes, donc potentiellement inflationnistes, explique-t-il. D'autre part, les positions spéculatives sont en train de se déboucler, comme le prouvent les craquements répétés des cours. » **Apprentis Harpagon** Cela veut dire que tous les apprentis Harpagon, qui avaient cédé aux sirènes des publicités alléchantes et emprunté pour acquérir pièces et lingots, paniquent dès qu'ils voient leur investissement fondre comme neige au soleil. Ils fondent en panique pour éviter le pire, le faisant de ce fait advenir.

Jusqu'au jeudi 17 mai, le billet vert l'emportait et l'éclat de l'or pâlisait. D'ailleurs, le conseil mondial de l'or a publié, ce jour-là, des statistiques très molles sur la demande, en recul de 5% au premier trimestre par rapport au trimestre correspondant de 2011. La bijouterie baisse de 6%, l'industrie de 7%, les banques centrales de 41%. Il n'y a que les investisseurs « professionnels » dont la demande progresse de 13%. Le 18 mai, les gros titres de la presse sur la possible sortie de la Grèce de la zone euro et sur l'état lamentable des banques espagno-

les ont fait scintiller à nouveau les pépites dans l'inconscient des investisseurs (alias les spéculateurs). Les fins connaisseurs de l'or restent donc confiants, à l'instar de M. Dusoulier, qui constate que le cours de ce métal instable - parce que de plus en plus spéculatif - fait tout de même mieux que ceux du CAC40. Selon lui, à condition de ne pas s'endetter pour en acquérir, de ne pas vendre à la première alerte et d'être patient, l'or est un bon placement car il continuera à monter comme il le fait depuis onze ans. ■ **ALAIN FAUJAS**

Agité

COURS DE L'OR en dollars l'once au comptant à New York



1,2782 € = 1, \$ • Taux à 10 ans (France) = 2,85 % • Taux à 10 ans (US) = 1,72 %

Taux et changes

L'euro baisse, les taux espagnols s'envolent

Sortira, sortira pas... La litanie de la crise grecque n'en finit plus de résonner sur les marchés. En attendant les élections législatives, prévues le 17 juin, la tension ne baisse pas. Fitch a dégradé, jeudi 17 mai, la note de la Grèce, à CCC, en prévision d'une sortie de l'euro. La veille, la Banque centrale européenne avait cessé d'approvisionner en liquidités certaines banques grecques, désormais jugées insolubles. Pendant ce temps, la population allait au guichet retirer ses économies : 1,5 milliard d'euros en une semaine. Conséquence de ce climat : l'euro est tombé à son minimum depuis quatre mois, à 1,2642 dollar, vendredi 18 mai, avant de remonter à 1,27 dollar. Ce n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle. Une baisse de la monnaie commune, favorisant les exportations, cela pourrait contribuer à relancer la croissance.

rait permettre de relancer la croissance dans la zone. Si on repassait en dessous de 1,20 dollar, ce serait déjà intéressant. » L'euro devrait continuer à baisser : les analystes l'assurent et les marchés s'en prémunissent. Le coût de la protection contre une baisse de l'euro a atteint 2,3% jeudi, en hausse de 0,35 point par rapport à vendredi 11 mai. Pour autant, Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale, ne fait pas preuve d'optimisme. Il a déclaré, mercredi, redouter une réaction à la Lehman Brothers. « Quand les événements affectent la confiance des marchés, il y a un manque de liquidités qui peut entraîner l'effondrement des entreprises ou des banques », a-t-il relevé. C'est l'impact sur les autres pays en crise qui nourrit maintenant de nouvelles préoccupations, a-t-il ajouté : « Le problème principal n'est pas la Grèce, mais l'Espagne et l'Italie. » Comme pour lui donner raison, la fragilité de l'Espagne a été mise au jour de nouveau. Ses banques, trop dépendantes du marché

immobilier, ont été dégradées jeudi par Moody's de un à trois crans. Leur redressement sera long et difficile. « On ne voit pas très bien comment la question espagnole va être réglée », se désole M. Waechter. **La France « peu risquée »** Les rendements de la dette espagnole s'en ressentent. Une émission, effectuée jeudi, a permis de lever 2,5 milliards d'euros, mais à des taux astronomiques : 4,373% à trois ans et 5,106% à quatre ans, contre respectivement 2,89% et 3,374% en mars et en avril. Sur le marché secondaire, les rendements espagnols dépassent désormais 6%, à quelques encablures du 7% jugé intenable par les économistes. Les émissions allemandes et françaises de mercredi ont, elles, connu un succès bien plus net : la France a récolté plus de 9 milliards d'euros, dont 3,7 milliards à cinq ans à 1,72%, taux le plus faible depuis la création de la zone euro. L'Allemagne a émis pour 4,107 milliards d'euros d'obligations à dix ans. Là encore, le taux

est un record historique : 1,47%. Le Bund a réalisé le même exploit sur le marché secondaire. Vendredi, son rendement baissait à 1,396%, un nouveau record. Plus surprenant, la France, elle aussi, a vu ses rendements baisser. Depuis plus d'une semaine, ils sont stables autour de 2,8%, soit 0,3 point de moins qu'au mois d'avril. « Ilya un attrait particulier pour l'Allemagne, mais la France est vue comme assez peu risquée », explique M. Waechter. Que les Cassandre se rassurent au moins sur un point : il n'y a pas d'effet François Hollande. Pour le moment. ■ **ANNA WINTERSTEIN**

La Société des lecteurs du « Monde »

Cours de l'action
VENDREDI 17 MAI : 1,05 euro
Société des lecteurs du « Monde »,
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75707 Paris Cedex 13.
Tél. : 01-57-28-25-01.
Courriel : sdl@lemonde.fr